**Résolution de la 26ème Assemblée Générale de la Conférence des ONG**

**en relations de consultation avec les Nations Unies,**

**acceptée à Genève, 1-3 mars 2018.**

**FINANCEMENT DE NOTRE ORGANISATION, LES NATIONS UNIES (ONU)**

La conférence des ONG en relations de consultation avec les Nations Unies, lors de sa 26ème Assemblée Générale à Genève, du 1er au 3 mars 2018,

* **soulignant** sa foi dans les principes de la Charte des Nations Unies et le rôle central que l'ONU doit jouer pour façonner un monde plus juste et plus équitable,
* **notant** la réduction des moyens alloués au fonctionnement des Nations Unies dans les budgets 2018-2019 adoptés le 24 décembre 2017,
* **alarmé** par les conséquences négatives de la réduction constante du budget normal de l'ONU,
* **considérant** que les mesures pour inverser cette évolution dangereuse doivent être la priorité des États-Membres et de la société civile mondiale,
* **réaffirmant** que les Objectifs des Nations Unies pour le Développement Durable représentent une occasion sans précédent pour les Nations Unies, les gouvernements et la société civile de s'unir pour traiter activement l'ensemble des problèmes qu'affronte l'humanité,
* **soulignant** le rôle-clé que le système des Nations Unies peut et doit jouer dans la surveillance, l'administration et la coordination de la réalisation des Objectifs en s'engageant et en s'appuyant de façon constructive sur le dévouement, la compétence et la responsabilité des organisations civiles du monde,
* **soulignant** la nécessité concomitante pour le système des Nations Unies d'avoir les moyens adéquats, en finances et personnels, pour accomplir les nombreuses tâches que seule une institution mondiale universelle peut réaliser,
* **regrette** fortement les coupes drastiques constantes dans le budgetdel'ONUaucoursdesannéesmalgrélachargedetravailenaugmentation,
* **souligne** que la réduction des moyens prévus au budget normal des Nations Unies est la menace principale pour un fonctionnement efficace de l'Organisation Mondiale,
* **souligne** les résultats négatifs de la réduction des moyens dédiés à l'information du public et à la participation des ONG ou leur consultation dans le travail de l'ONU,
* **appelle** les gouvernements à promettre publiquement d'adopter un budget en augmentation pour la période suivante, annulant les dernières tendances à faire des coupes et réduire les lignes budgétaires qui nécessitent une action plurielle,
* **appelle** aussi les gouvernements à soutenir les organes et instances du système des Nations Unies et à s'engager à leurs côtés, reconnaissant que se retirer du multilatéralisme est une blessure qui ouvre la porte à cet unilatéralisme qui a eu trop souvent des conséquences tragiques,
* **loue** les initiatives du Bureau, des Conseils et des Organisations de la Conférence des ONG qui par des déclarations ou réunions publiques attirent l'attention du public sur la crise financière de l'ONU,
* **rappelle** la position consensuelle acceptée lors du Forum du Millénaire des ONG en mai 2000 pour que le budget normal des Nations Unies soit doublé immédiatement avec de bons résultats,
* **donne pouvoir** au Bureau de la Conférence des ONG de s'engager avec la communauté civile mondiale, mobiliser des partenaires pour renforcer son plaidoyer auprès des gouvernements et tous acteurs concernés pour qu'ils donnent aux Nations Unies les moyens dont elles ont besoin.